

SEANCE DU 22 OCTOBRE 2013

Date de convocation: 17/10 /2013 Nombre de conseillers : En exercice : 13 Présents : 10 Votants : 11
L'an deux mille treize, le vingt deux octobre, à 20H30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, en séance publique sous la présidence de Monsieur Lionel VAN AERTRYCK, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs VAN AERTRYCK, HUET, LUCAS, MOIRE, DEVIGNE, HONORÉ, VIDELOT, LINAY , PABOEUF, LEDREUX.

Absents : Bernard BOIVENT, a donné procuration de vote à Stéfanie PABOEUF
Patrick MESLET
Loïc DEGUILLARD

Secrétaire : Philippe VIDELOT

BILAN DE L'ACTIVITE DE LA BIBLIOTHEQUE

Présentation par Anne MERANT, bibliothécaire municipale, du bilan de l'activité de la bibliothèque depuis 2008.

Malgré des locaux étroits qui amènent à réfléchir sur une future amélioration des conditions d'accueil, le bilan fait apparaître une progression de la fréquentation de la bibliothèque régulière depuis 2008, autant par les enfants que par les adultes. De nombreuses activités ont été mises en place pour les différents publics : adultes, adolescents, jeunes enfants. L'équipe de la bibliothèque souhaite aussi se diriger vers les aînés afin de leur faire découvrir ou redécouvrir les bénéfices de la lecture.

N° 2013-79 AVENANT AU CONTRAT ENFANCE JEUNESSE INTERCOMMUNAL 5.7 Intercommunalité

Le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) est un contrat d'objectifs et de co-financement signé avec la Caisse d'Allocations Familiales, qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et jeunes jusqu'à 17 ans révolus.

Depuis 2006, la mise en œuvre de la politique enfance jeunesse sur le territoire du Val d'Ille est partagée entre les communes et la Communauté de communes, qui a pris une partie de la compétence. Un des principes du dispositif consiste à avoir un seul contrat sur un même territoire; c'est pourquoi les actions des Communes et de la Communauté de communes figurent sur le même CEJ. Chaque territoire reçoit la prestation de service CEJ pour les dépenses qu'il engage au titre de ses compétences.

Le présent CEJ couvre la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2013. En janvier 2013, deux accueil de loisirs sans hébergement ont été créés avec une ouverture le mercredi et durant les petites vacances scolaires : un accueil de loisirs à Saint-Médard sur Ille en gestion municipale et un accueil de loisirs à Vignoc géré par l'association macérienne « Accueil et loisirs ». En conséquence un avenant au Contrat enfance jeunesse du territoire doit être réalisé pour intégrer ces deux nouveaux signataires et inscrire les nouvelles actions.

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'un avenant au Contrat Enfance Jeunesse du territoire du Val d'Ille doit être signé avant le 31 décembre 2013 afin d'y inscrire la création de deux Accueils de loisirs à Saint-Médard sur Ille et Vignoc, qui en deviennent signataires. Cet avenant, qui vient compléter le contrat signé en 2010 sans en modifier les termes, n'impacte pas les autres territoires signataires du CEJ ; cet avenant aura un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013.

Le Maire propose de valider cet avenant et de l'autoriser à le signer.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- valide l'avenant au contrat enfance jeunesse du territoire du Val d'Ille 2010-2013, qui prend effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2013.
- autorise le Maire à signer l'avenant correspondant.
- donne tout pouvoir au Maire dans l'exécution de la présente délibération.

N° 2013-80 **PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2014-2019**

2.1 Documents d'urbanisme

Le Programme Local de l'Habitat est un document stratégique qui, conformément à l'article L302-1 du Code de la construction et de l'habitat (CCH), définit, pour une durée de six ans, les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements .

Le PLH doit comprendre :

- un diagnostic sur le fonctionnement du marché local du logement et sur les conditions d'habitat et d'hébergement
- un document d'orientation
- un programme d'actions détaillé par commune et, le cas échéant, par secteur géographique.

Le PLH doit également comporter un repérage de l'habitat indigne et mettre en place un dispositif d'observation de l'habitat.

Il doit être en cohérence avec les documents supra-communaux et notamment le SCOT, le Plan départemental de l'habitat, le Plan départemental d'action pour l'accueil, l'hébergement, l'insertion et le logement des personnes défavorisées (2009-2014), le Schéma départemental d'accueil des gens du voyage (SDAGV) (2012-2017).

Par ailleurs, les PLU doivent permettre la réalisation des objectifs du PLH.

Le PLH est régi par les articles L302-1 à L302-11, L441-1-1 à L441-12, R302-1 à R302-11 du Code de la construction et de l'habitation.

Monsieur le Maire présente à l'assemblée le projet de PLH 2014-2020 de la Communauté de Communes du Val d'Ille.

➤ Diagnostic

Les principaux points du diagnostic sont les suivants :

POPULATION ET DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUES

- des habitants toujours plus nombreux sur le territoire, avec une croissance plus marquée sur la dernière décennie (+19 % entre 1999 et 2009).
- une croissance pérenne et durable basée en grande partie sur le solde naturel
- une population majoritairement familiale, jeune et aux ressources plutôt élevées

DYNAMIQUE DE L'HABITAT

- un accroissement conséquent du parc de logement malgré un ralentissement de la construction neuve en 2011/2012
- une progression essentiellement des résidences principales
- un poids important de propriétaires occupants

- des résidences principales en individuel de grande taille et de bon confort, avec une offre très homogène sur tout le territoire

MARCHE DE L'HABITAT :

- une diminution de l'offre foncière depuis 2008
- une diminution de la surface moyenne des terrains à bâtir, qui compense un peu l'envolée des prix des terrains à bâtir
- une poursuite de la hausse des prix des logements neufs
- un marché de l'immobilier ancien avec des niveaux de prix moyens et en stabilisation depuis 2007
- des niveaux de loyer élevés dans le parc privé et une production de logements sociaux faible alors que les besoins sont importants
- une accession à la propriété peu développée
- Orientations

Le scénario de développement retenu fait état d'un besoin en construction neuve sur la période 2009/2019 de 190 logements/an. Sachant que sur la période récente, il a été construit en moyenne 160 logements, il faudrait produire en moyenne sur le temps du PLH (2014/2019) 210 logements / an.

Le PLH propose une répartition des objectifs de production de logement prenant en compte la dynamique des communes, l'offre en équipements et moyens de transport, les projets des communes, les critères de répartition du SCOT et du PDH. Ces objectifs proposent également une répartition de la production par segment (mixité sociale) et donnent des principes de consommation foncière.

Le tableau de synthèse par commune figure dans le projet de PLH joint à la présente délibération.

Le PLH prévoit les 5 orientations suivantes :

- définir une politique foncière et réglementaire soucieuse des principes du développement durable
- favoriser la mixité sociale
- optimiser les capacités du parc existant
- répondre aux besoins spécifiques
- suivre et animer la politique locale de l'habitat

Le programme d'action se décline en 6 axes et 10 actions opérationnelles à mettre en œuvre sur les 6 ans du PLH, pour un budget moyen annuel à la charge de la CCVI de 324 700€.

Monsieur le Maire rappelle que ce projet est soumis pour avis aux communes membres et au syndicat mixte du SCOT du Pays de Rennes conformément à l'article R.302-8 du CCH. Les conseils municipaux des communes délibèrent et faute de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la transmission du projet arrêté, leur avis est réputé favorable (R 302-9 du CCH).

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L302-1 et suivants

Vu le Code Général des collectivités

Vu la délibération N° 200/2013 du Conseil de Communauté du 01/10/ 2013, arrêtant le projet de PLH

Vu le projet de PLH arrêté

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- émet un avis favorable sur le projet de PLH (plan local de l'habitat) 2014-2019
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente délibération.

N° 2013-81 CONVENTION POUR LA MUTUALISATION DE LA COLLECTE ET DE LA VENTE DES CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE)
1.4 Autres types de contrats

Monsieur le Maire informe l'assemblée que les collectivités territoriales sont éligibles aux certificats d'économies d'énergie.

L'Agence Locale de l'Energie et du Climat du Pays de Rennes propose de faciliter la démarche des communes et communautés de communes du Pays de Rennes qui ont réalisé des travaux d'économies d'énergie et qui souhaitent les valoriser.

Une convention entre la commune de Saint Médard sur Ille et l'ALEC du Pays de Rennes est proposée pour la mutualisation de la collecte et de la vente des certificats d'économies d'énergie.

Cette mission se décline selon six axes principaux :

- 1- Identification des opérations donnant lieu à la délivrance de CEE
- 2- Récolte des pièces constitutives des dossiers auprès de la commune
- 3- Quantification des CEE et rédaction des pièces du dossier
- 4- Enregistrement des dossiers sur le registre national des CEE
- 5- Valorisation financière des CEE
- 6- Reversement des recettes à la commune moyennant une participation financière pour frais de gestion.

Cette convention prendra fin au 31 décembre 2016.

Après en avoir délibéré, à la majorité (6 voix pour, 4 abstentions et 1 voix contre), le Conseil Municipal décide de:

- autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention entre la commune et l'ALEC du Pays de Rennes

N° 2013-82 BUDGET COMMUNE 2013-EMPRUNT
7.3 Emprunts

Un emprunt de 100 000 € a été contracté le 18 juin 2013 afin de financer divers travaux d'investissement. Afin d'équilibrer le budget 2013, il convient de faire rentrer le solde de l'emprunt prévu au budget, soit 50 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- autorise Monsieur le Maire à lancer une consultation auprès des banques

N° 2013-83 **BUDGET ASSAINISSEMENT 2013- DECISION MODIFICATIVE N°2
-ICNE 2013-**

47

7.1 Décisions budgétaires

Des études ont été réalisées à « La Haute Touche, Mouillé, la Halte, les Hautes Bergères » en 2006 et 2007 pour un montant de 12258,57 € et mandatées au compte 2315 «Travaux ». Ces études n'ont pas été suivies de travaux, le projet ayant été abandonné.

Il est nécessaire d'intégrer ces études au compte 203 « études ». Cette opération a été inscrite au Budget Primitif 2013 en opération réelle au chapitre 21, cependant, elle doit être inscrite en opération d'ordre chapitre 041 ce qui implique une décision modificative :

Dépenses

Chapitre	Compte	Opération	Nature	Montant
21	203	ONA	Frais de recherche	-12259,00 €
041	203-1	ONA	Frais de recherche réintégration	12259,00 €

Recettes

Chapitre	Compte	Opération	Nature	Montant
23	2315	ONA	Immobilisations en cours	-12259,00 €
041	2315-1	ONA	Immobilisations réintégration	12259,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- accepte la décision modificative N°2 Budget Assainissement 2013

N° 2013-84 **AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL D'UN ADJOINT
D'ANIMATION 2ème CLASSE**

4.2 Personnel contractuel

Mme GRAND Nathalie est rémunérée sur la base annualisée de 8,55/35ème depuis le 01/09/2013. Considérant l'ajout de 2 heures de travail à la cantine sur le temps scolaire, il y a lieu d'actualiser la base de rémunération du temps de travail à 15,01/35ème.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- décide de modifier à compter du 1^{er} octobre 2013, la base de rémunération de Mme GRAND à 15,01/35^{ème}.

N° 2013-85 **SCHEMAS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)**
8.8 Environnement

48

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée l'information donnée lors du conseil municipal du 29 août dernier concernant les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). Le premier principe du SAGE est la restauration et la protection de la qualité de l'eau potable. La Commission Locale de l'Eau du SAGE Vilaine a adopté le projet de SAGE afin qu'il soit soumis à l'avis notamment des collectivités.

M. le Maire rappelle que la collectivité doit donner son avis dans un délai de 4 mois. Présentation du projet par M. Mickaël DEVIGNE.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- souhaite que le rôle important des syndicats de bassin versant soit reconnu explicitement dans les documents du SAGE.
- émet, à la majorité (8 voix pour et 2 abstentions), un **avis favorable** sur le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

RYTHMES SCOLAIRES

Présentation par Véronique HUET de l'avancement du projet.

L'emploi du temps demandé par le ministère de l'éducation nationale initialement pour le 4 novembre 2013 est reporté au 7 décembre 2013.

Le projet d'emploi du temps fait apparaître un coût estimatif de 65 000 €, sans le calcul de l'impact sur la fréquentation du centre de loisirs.

Tenant compte de cet estimatif, une majorité des membres du Conseil Municipal est favorable à une facturation du service nouveau devant être mis en place dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires.

INFORMATION SPECTACLE

La Compagnie QUIDAM THEATRE présentera une pièce intitulée « Je te veux impeccable » le 23 novembre 2013 à la salle polyvalente de St Médard-sur-Ille.

Le devis a été convenu pour un montant de 800 €. Les entrées seront payantes pour un total de 65 places.

INFORMATION SUR LA SIGNATURE DE DEVIS

Monsieur le Maire informe l'assemblée que dans le cadre de sa délégation de signature, deux devis ont été acceptés :

1- Le devis de la société T2S pour les travaux d'étanchéité des chéneaux de la salle de sports pour un montant de 6 474,00 € HT

2- Le devis de la société DELESTRE INDUSTRIE pour la création d'un réseau d'évacuation centralisée des produits de combustion. Le montant total du devis s'élève à 8 327,76 € HT.

Il a été convenu avec la société EMERAUDE SOLAIRE qu'elle prendra en charge 4000 € HT de ce devis suite à la suppression des extracteurs lors de la pose du panneau photovoltaïque.

La commune a signé le devis pour un montant à sa charge de 4 327,86 HT.

LANCEMENT POUR LA CONSULTATION POUR L'AMENAGEMENT DU LOTISSEMENT « LES POIRIERS »

49

Un Avis d'Appel Public à Concurrence a été lancé pour l'aménagement du lotissement communal «Les Poiriers» en marché à procédure adaptée.

Le marché est divisé en 3 lots :

1-Assainissement, terrassement, voirie

2- Réseaux souples

3- Espaces verts

La date de remise des offres à la mairie est fixée au mardi 12 novembre 11h45.

Pour information complémentaire, le dossier loi sur l'eau et le permis d'aménager du lotissement ont été accordés.

SIGNATURE DE LA CONVENTION ETAT / REGION / DEPARTEMENT

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la signature, le 4 novembre prochain à 15h, d'une convention de financement pour l'étude de la suppression du passage à niveau de la Halte entre le conseil général, le conseil régional et l'Etat.